

pittoresque quand ils disent : Le navire fatigué, la machine fatiguée ; je vous dis, moi la Constitution fatiguée et considérable. Si vous faites du congrès aussi légèrement une sorte de *dejeuner*, ou s'enregistre sur des objets particuliers des délibérations prises séparément dans chaque Chambre, les lois constitutionnelles tombent aussitôt des lois ordinaires. Il n'y a plus rien de fixe. Président, Sénat, Chambre des députés même, peuvent être incessamment mis en question. N'entrez pas dans cette voie. Vous êtes ici dans un quartier stratégique de Paris, à vingt minutes du centre quand vous le voulez, au moyen de combinaisons prévues et convenues dont on ne s'est plus occupé, comme si la chose n'en valait pas la peine. Restez dans ce quartier stratégique, vous y êtes bien et ce n'est pas l'heure de déporter, après l'expérience de 1871, le gouvernement de notre pays dans une cuisine fortifiée.

Dans les couloirs du Sénat, un Bonapartiste disait : « Dans les circonstances actuelles, » avec un conseil municipal et une préfecture de police livrés au radicalisme, avec un gouvernement qui ne sait que capituler, vouloir ramener les Chambres à Paris, c'est un crime. » Les partisans du retour à Paris ne désespèrent pas cependant de ramener, le jour du vote, quelques membres du Centre gauche, à l'aide des garanties promises. Toutefois, je dois vous faire connaître que les sénateurs qui ont formé la majorité qui s'est prononcée, hier, prétendent qu'il y aura au moment du vote, 135 à 140 voix pour Versailles comme d'habitude pour Paris. D'après les mêmes sénateurs, ce vote pour le maintien des Chambres à Versailles n'est que le point de départ d'une majorité sénatoriale contre la politique des gauches. DE SAINT-CHERON

ROUBAIX-TOURCOING et le Nord de la France

CONSEIL MUNICIPAL DE ROUBAIX
Séance du 28 Mars 1879
Présidence de M. Ch. DAUDER, Maire.

Le Conseil : A l'unanimité, délibère qu'il y a lieu de renoncer au nom de la ville de Roubaix, au bénéfice et aux charges des traités intervenus entre l'Administration Municipale et M. Massillon ou M. Julien et portant concession à ces derniers des Docks et Magasins Généraux à établir. Décide que l'école supérieure des filles sera établie rue St-Georges n° 14. 2° Qu'une école supérieure de garçons sera ouverte dans le local de la rue du Vieil-Abreuvoy.

3° Qu'un crédit de 10575 fr. sera inscrit au budget supplémentaire de 1879 pour les traitements des professeurs de l'école des garçons, les diverses appropriations à faire aux locaux et l'acquisition du matériel nécessaire. Renvoie à l'examen : de la Commission des finances la proposition d'acquisition moyennant le prix total de 4500 fr. d'un terrain nécessaire pour élargir l'alignement du boulevard de Paris, depuis le point où le niveau commence à être modifié jusqu'à l'entrée de la promenade. La pétition d'un certain nombre d'habitants demandant l'achèvement des travaux de pavage et d'aqueduc de l'avenue de la République. De la Commission des Tramways : la proposition de continuer la construction de la ligne sur la route de Lannoy. Renvoie à la Commission du Conditionnement pour nouvelle étude le projet d'empierrement à choisir pour la construction de cet établissement. A la Commission de l'école de Balation, pour nouvel examen le projet de construction de la maison avec café-restaurant. Charge une Commission composée de MM. Ryo, Lefèvre et d'ores de l'acquisition d'une machine à vapeur et des tuyaux nécessaires au fonctionnement de l'école de natation. La séance est ajournée à mercredi prochain.

Le secrétaire, J. QUINZ.

M. Firmin Dubar, élève du collège de la ville, a obtenu, hier, le diplôme du premier examen du baccalauréat-ès-lettres.

Il a été fort question, dans la séance de jeudi, à la tribune de la Chambre des députés, de l'arrêté du conseil d'Etat du 2 mars 1877, qui a annulé, comme entaché d'excès de pouvoir, un acte par lequel M. de Marcère, alors ministre de l'intérieur, avait porté atteinte à un traité passé entre l'Institut catholique et la commission administrative des hospices de Lille. La défense de la décision rendue par le conseil d'Etat est superflue; il nous suffira de dire que les députés qui l'ont critiquée sans en comprendre le sens ont fait preuve d'une rare ignorance de la loi. Lorsqu'un traité a été passé par un particulier avec un établissement public et a été exécuté, il n'appartient plus à l'autorité administrative supérieure de statuer sur la validité de ce traité; ce pouvoir est réservé à la justice ordinaire, qui seule peut se prononcer sur la régularité de la convention.

M. de Marcère, cédant aux injonctions radicales du Conseil municipal de Lille, avait inconnu ce principe fondamental et empiété gravement sur la compétence des tribunaux. Le conseil d'Etat s'est borné à appliquer son ancienne et invariable jurisprudence : il a ramené le ministre de l'intérieur au respect de la loi. C'était son devoir, il l'a rempli avec fermeté.

Pour répondre aux désirs malveillants exprimés sur les hanes de la gauche, nous n'hésitons pas à citer les noms des membres du conseil d'Etat qui ont participé à l'arrêté du 2 mars 1877. C'étaient MM. Andral, du Martrou, Gronelle, Goussard, Collignon, Tourret, Tranchant, de Segur, de Montesquiou, Pascalis, de Bellonayre, l'Erret, de Rambuteau. Le conseil d'Etat vient de décider que les communes ont le droit d'apprécier l'utilité des gardes champêtres et d'en fixer le traitement suivant leurs ressources budgétaires. Des lors, on ne saurait recourir à une imposition extraordinaire pour élever le salaire des gardes champêtres, en communication en conséquence a été expédiée à tous les préfets.

NOMINATIONS ECCLÉSIASTIQUES. — M. Payelle, vicaire de Lille, Saint-Michel, est transféré à Lille, La Madeleine.

M. Duguin, vicaire de Bavaï, est transféré à Tourcoing, Saint-Joseph.

Un journal de Paris, la *Civilisation*, annonce le mariage de M. Guillaumont, vicomte de Melun, fils de M. le comte Anatole de Melun, ancien député, et de Mlle la comtesse née Marie Van der Cruisse de Waziers, avec Mlle Henriette d'Herincourt, fille de M. le baron d'Herincourt, et de la feue baronne née Valentine de Maupas.

La Société Industrielle du Nord de la France vient d'arrêter le programme de son concours de 1879. Les personnes intéressées pourront en prendre connaissance au siège de la Société.

Par décret en date du 12 mars 1879, M. Kelsch (Louis-Félix-Achille) docteur en médecine, a été nommé professeur d'anatomie pathologique et d'histologie à la Faculté de médecine et de pharmacie de Lille.

La statue du sculpteur valenciennois Jules Mabile, qui a figuré à l'Exposition universelle, vient d'être offerte par l'Etat au musée de Valenciennes. Une autre statue du même auteur : *L'Amour au repos* est destinée au musée de Roubaix.

Un jury se réunira à Lille, le 21 avril pour statuer définitivement sur les offres proposées faites aux propriétaires des terrains sur lesquels sont élevés les forts.

Il se confirme que parmi les tableaux à succès du prochain salon, figurera un tableau de M. Van der Schueren, intitulé *Le Salon de la République* d'Amalard Gautier, et un *Christ en tonneau* d'Amalard de Carolis Duran, qui appelleront certainement l'attention du public et fourniront à la critique plusieurs pages brillantes.

Nous rappelons aux artistes du Nord que l'élection des jurys de peinture architecture et gravure est fixée au 2 avril. Le vote pour l'élection du jury de la section de sculpture aura lieu le lundi 14 avril.

Nous avons enregistré la semaine dernière, le succès obtenu dans les examens pour le brevet de capacité par les élèves du pensionnat des filles de la sagesse à Valenciennes. Six élèves de cette maison viennent de subir avec la plus grande distinction les épreuves pour le brevet supérieur. Ce sont : Mlle Valentine Lanoulmaire; Berthe Léva; Mathilde Delcroix; Cécile Becker; Marguerite Lefebvre; Adèle Zanze garbe.

Deux feux de cheminée se sont déclarés, hier, à Roubaix, le premier chez M. Réquillart-Scripelle, rue du Pays; et le second chez M. Apellant, rue Bernard.

Le premier de ces commencements d'incendie a été promptement éteint; le second avait d'abord pris des proportions inquiétantes qui ont nécessité toute une organisation de secours. Les pertes sont heureusement peu importantes.

L'identité du cadavre retrouvé lundi dernier, dans un fossé à Blandiaud, a enfin pu être établie. Ce cadavre était celui d'un ouvrier bonnetier, habitant la rue des Longue-Pailles et nommé Charles Nef.

Cet homme avait quitté son logis, dimanche après-midi pour aller voir ses parents qui habitent Tournai. Il devait faire la route à pied et était accompagné d'un petit chien très savant, paraît-il, qu'il fit « travailler » dans plusieurs estaminets situés sur le chemin de Lannoy à Blandiaud. La nuit était déjà tombée et lui-même avait bu plus que de raison, lorsqu'il songea à se rendre directement à Tournai.

Il se fit de remonter ce qui a dû se passer quelques instants plus tard. Trouvé par l'obscurité, Nef est tombé dans le fossé rempli d'eau qui borde la route et y a trouvé la mort.

C'est que le lendemain matin, vers cinq heures et demie, un des ouvriers aperçut le petit chien qui semblait repousser au milieu du fossé; s'en approchant et vint qu'il se tenait sur l'épaule d'un homme. Déloger le petit animal de la position qu'il occupait ne fut pas chose facile, il poussa des hurlements plaintifs et menaçait de mordre, ceux qui s'approchaient de son maître. Le cadavre fut enfin retiré de l'eau; on le transporta dans une grange où il est resté jusqu'au moment de l'inhumation qui a eu lieu, mardi, à Blandiaud.

Quant au fidèle quadrupède il a été recueilli par le fils même du malheureux Nef.

Il y avait longtemps que Constance C... de la rue de l'Avocat, s'était promis de faire une scène à une de ses voisines qui a, par là, le talent de ne pas lui plaire. Samedi soir, après avoir joué dans une boutique de genièvre le courage nécessaire à l'exécution de sa promesse, Constance alla frapper à la porte de sa voisine qui lui refusa tout net l'entrée de sa maison. Alors la mégère se mit en devoir de prendre la maison d'assaut, elle brisa les vitres des fenêtres en poussant de formidables cris de guerre et, victorieuse, elle allait s'élever dans l'intérieur de la maison, lorsqu'elle se vit tout à coup face à face avec un nouvel ennemi. Cet ennemi c'était le brigadier Lambin.

La lutte devenait inégale et Constance a dû capituler. Elle recueillera de ce combat une condamnation que le tribunal sera appelé à lui infliger sous peu.

Un ouvrier ratichon, Aimé G..., a été conduit hier au dépôt de sûreté. Cet homme s'est permis d'avoir très-violamment frappé un autre ouvrier nommé Lamotte.

On assure que le nouveau directeur de la maison centrale de Loos, précédemment directeur de la maison centrale de Nîmes, vient d'être mandé à Paris pour donner des renseignements sur des scènes de brutalités sauvages qui se seraient passées à la maison centrale de Nîmes. Les détenus se plaignaient depuis longtemps, paraît-il, d'être en butte aux plus mauvais traitements; il y a quelques jours, un sulet espagnol ayant pu faire parvenir à la justice une lettre, la justice aurait fait une descente à l'infirmerie de la maison centrale, pour entendre des témoins. Nous donnons ces détails sous toutes réserves.

Nous rappelons à nos lecteurs le Concert spirituel que les Orphéistes de Lille donneront le jeudi-saint, 10 avril, à 8 heures du soir, dans la salle du Conservatoire de Lille.

Le concours de Mme Fusch-Madier, forte chanteuse de l'Opéra, qui obtient un si grand succès à Bruxelles et des Dames nous fait pressentir que l'exécution de la *Galla de Gounod* et l'*Inflammatus du Stabat* de Rossini seront dignement interprétés. Les Sections chorale et Symphonique, renforcées par des enfants et des Dames, formeront une masse de plus de 200 exécutants.

La Section Symphonique jouera deux ouvertures religieuses, celle chorale chantera un grand chœur à parties de St. Sauts, intitulé *les soldats de Gédéon*, de plus, divers morceaux que le programme annonce sous peu.

On peut retirer des places Numérotées au prix de 5 fr. en s'adressant par lettre à

M. le Président ou au local, rue de l'Orphéon à Lille.

Les autres places 6 fr. non numérotées, et 2 fr. dans le petit salon qui précède la grande salle.

On nous annonce l'arrivée à Lille de deux célèbres professeurs de billard, MM. Albert Garnier, de New-York, et Maurice Vignaux, de Paris, champion.

Ces messieurs se proposent de donner une série de billard dans chacun des principaux cercles de la ville.

Un commencement d'incendie s'est déclaré vendredi à midi, dans les magasins de toiles de MM. Mas, à Lille, rue de Houbaix, 27. Le feu qui avait pris dans une scierie, menaçait de s'étendre rapidement. Mais à la première alarme, les sapeurs-pompiers sont arrivés et ont combattu vigoureusement le sinistre. A une heure tout danger avait disparu. Les dégâts sont peu importants.

Nous rappelons que c'est dimanche prochain, à sept heures du soir qu'aura lieu dans le salon de l'Hôtel-de-Ville, le concert offert par la *Fanfare Delattre*, à ses membres honoraires.

Cet concert ne peut manquer d'être attrayant, la *Fanfare* s'est adjointe le concours de Mlle Heirwegh, cantatrice, ténor du conservatoire de Bruxelles; MM. Em. Schillio, violoniste, professeur au conservatoire de Lille; Delcourt, baryton, soliste aux Orphéistes de Lille; Delbar, chanteur comique; L. Knorr, saxophone, chef de la *Fanfare Delattre*; P. Desmardis, piston, sous-chef de la même société.

Voici le programme de ce concert :

PREMIÈRE PARTIE. — *Fanfare Delattre*, Fanfaise sur le *Petit Duc* arrangée par Strickmann, Ch. Lessort; M. Van der Schueren, *Le Hollandais*, romance, G. Devois; — M. P. Desmardis, Solo de piston, Adm.; — Mlle Heirwegh, Grand air de *Robert le Diable*, Meyerbeer; — M. Delbar, *Les Larmes*, A. Massenet; — M. Em. Schillio, *Fabouche*, valse de concert, pour violon, Em. Schillio; — M. Delbar, Chansonnettes, xxx.

DEUXIÈME PARTIE. — *Fanfare Delattre*, A. Chœur militaire de *Fantasia*, Suppé; — Overture de *Brigandage*, T. Rossini; — M. Van der Schueren, *Contraire de l'Opéra*, Hérold; — M. L. Knorr, Fantaisie pour saxophone, Mayeur; — Mlle Heirwegh, Air des *Bijoux*, G. Devois; — M. Van der Schueren, *Le Diable au corps*, G. Devois; — M. Em. Schillio, A. Romance pour violon, Saint-Saëns et A. Fantaisie de concert, Lestour; — M. Delbar, Chansonnette, xxx.

Le piano sera tenu par M. Etepinne.

« Les membres honoraires à qui l'invitation au concert ne serait point parvenue pourront se présenter au contrôle, leur quittance sera facilement reconnue. Ils sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu. »

Le cercle harmonique des *Amis Réunis* de Tourcoing, offrira à ses membres honoraires, le mardi 13 avril prochain, son premier concert de l'année 1879.

Cette soirée musicale aura lieu dans la grande salle du patronage St-Christophe, rue N-D. des Anges; elle commencera à 7 heures 1/2 du soir. Les personnes étrangères au cercle et qui désireraient entendre ce concert, peuvent se procurer des lettres d'invitation, rue St-Jacques, 75, chez M. le vice-président des *Amis Réunis* qui leur fera connaître les conditions d'adhésion.

Nous publierons prochainement le programme de ce concert.

Un grand feu de boue à la plaine aura lieu le dimanche, à avril prochain chez M. Celestin Dutrieu, cabaretier au *Chasseur d'Artois*, rue du Pile.

L'inscription des poutres se fera au siège de l'établissement, à partir de 10 heures du matin et se continuera jusqu'à 7 heures du soir. La mise sera de 9 fr. 30 c. l'enjeu se composera de jambons.

On commencera à 4 h. 2.

— DOTAL. — Par arrêt de la Cour d'assises de Douai jugeant sans l'assistance du jury, le nommé François Segard, âgé de 27 ans, journalier, né à Heliès (Belgique) le 27 mars 1851, a été condamné à six mois de prison pour plusieurs personnes, à l'aide d'escalade et d'effraction dans un bâtiment, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés et dix ans de surveillance.

— BRÈGES. — Les époux Achte, de Crochte, s'étaient absentés, laissant à la maison leur fille Elodie, âgée de huit ans, avec son petit frère âgé de trois ans. Celle-ci, en arrangeant le poêle, mit par malheur le feu à ses vêtements, et, au retour de ses parents, eurent une demi-heure plus tard, ils la trouvaient étendue sur le sol, le corps couvert de brûlures. Elle n'a pas tardé à succomber.

— VALENCIENNES. — On a distribué jeudi à la Chambre l'exposé des motifs d'un projet de loi autorisant la ville de Valenciennes à emprunter à la caisse des écoles, une somme de 145000 francs remboursable dans un délai de trente ans.

— CYSOING. — Le sieur Tournemaine, marchand de chiffons à Sainghin, à des affaires d'intérêt à régler avec Stechoud. Or, le 23 de ce mois, Tournemaine se trouvant avec le frère de ce dernier lui dit que celui-ci ne payait pas son loyer et qu'il serait forcé de le mener devant le juge de paix. Guillaume se jeta sur Tournemaine, le renversa, le frappa à coups de pied et de poing et lui cassa la jambe. Voilà Guillaume plus embarrassé que son frère.

— SOLRESMES. — A Hausy, un incendie a détruit vendredi une grange avec ses récoltes, dépendant de la ferme de Aug. Leclercq, cultivateur. Il y a pour 7000 fr. de pertes. L'assurance est de 9000 fr.

— CALAIS. — Les journaux de Calais apprennent le résultat d'un vote intéressant, qui a eu lieu dans cette ville, dimanche dernier, pour les élections municipales.

Voici le fait : Il y avait eu ballottage lors des élections municipales à Calais.

Au second tour de scrutin une majorité relative était donc suffisante. 3000 électeurs sont inscrits, dont 575 ont voté, 9 conseillers étaient à élire.

Le premier a obtenu 500 voix, soit un sixième du chiffre inscrit.

Mais voici où le cas est rare : Toujours sur ce chiffre de 3000 électeurs : Le second conseiller a obtenu 5 voix ! Le troisième 5 voix ! Le quatrième 5 voix ! Le cinquième 3 voix ! Le sixième 3 voix ! Le septième 3 voix ! Le huitième 3 voix ! Le neuvième 2 voix !

De fait ces messieurs sont élus !

ÉPIGRAMME ROUBAISIENNE

29 Mars 1879. — M. le Ministre de l'Intérieur fait esquisser à la chambre des Camille et Goubaix, d'un tableau représentant la Sainte-Vierge avec son divin enfant.

THÉ LÉCRIDAN.

État-Civil de Roubaix
DECLARATIONS DE NAISSANCES DU 28 MARS 1879. — Pelagie JUBERT, au Bas-Faubourg, cour Pat. 1 — Edouard DUBOISQUEUX, rue Ste-Thérèse, cour Bernard, 2. — Camille Colin, rue de l'André, 2. — Georges Masurel, rue de la Chapelle, cour Denis Coubaux, 136. — Louise GUYLERS, rue Bernard, cour Boyaval, 7. — Marie Solle, rue Bernard, 4. — Marguerite Carroto, rue du Pays, 10. — Fernand Lambin, rue de Toulouze, 27.

DECLARATIONS DE DECES DU 28 MARS 1879. — Louis Barthelemy, 18 jours, rue de la Vierge, cour Denis Coubaux. — César Toussaint, 4 ans, rue N° 7, maison Imbreux. — Auguste Lepoutre, 16 jours, boulevard de Valenciennes, 10. — Sœurs des pauvres. — Rosalie Florin, 7 ans, journalier, établissement des Petites-Sœurs des Pauvres. — Désirée Dupuget, 11 ans, Hôtel-Dieu.

État-Civil de Tourcoing
DECLARATIONS DE NAISSANCES DU 28 MARS 1879. — Marguerite Agache, rue des Galviers. — Charles Roose, Pont de Neuville. — Georges Mas, Rue de Valenciennes. — Achille Desruelles, rue du Sentier.

DECLARATIONS DE DECES DU 27 MARS 1879. — Marie-Alphonse LÉCROIX, 3 ans, rue de Valenciennes. — Marie Helout, 9 mois, rue de Bourgogne.

Convois funèbres & Obits
Les amis et connaissances de la famille FERRIERE-LANGUE, qui par obit, n'auraient pas reçu de lettre de faire part du décès de Mademoiselle Marie-Louise Langue, née à Valenciennes, le 27 mars 1879, à l'âge de 22 ans, sont priés de considérer le présent avis comme en tenant lieu et de vouloir assister à la messe qui sera célébrée le dimanche 30 courant, à 8 heures 1/2, au CONVOI et SERVICE SOLENNELS qui auront lieu le lundi 31, à 10 heures, en l'église St-Martin, à Roubaix. — Les VIGILLES seront chantées le même jour, à 6 heures, en la même église. L'assemblée à la maison mortuaire, rue du Courant, n° 39.

UN OBIT SOLENNEL DE MOIS sera célébré au Maître-Autel de l'église paroissiale St-Martin, à Roubaix, le mardi 27 avril 1879, à 9 heures, pour le repos de l'âme de Monsieur Jean-Baptiste DEBRUPEL, veuf de Dame Virginie LA MANTON, décédé à Roubaix, le 25 février 1879, dans sa 66^e année. — Les personnes qui, par obit, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

UN OBIT SOLENNEL DE MOIS sera célébré au Maître-Autel de l'église paroissiale St-Martin, à Roubaix, le mardi 27 avril 1879, à 9 heures, pour le repos de l'âme de Monsieur Jean-Baptiste GARNETTE, décédé à Paris, le 27 février 1879, à l'âge de 25 ans. — Les personnes qui, par obit, n'auraient pas reçu de lettre de faire part, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

Belgique
— Une scène émouvante a eu lieu dimanche dernier, vers une heure de relevée, au faubourg Sainte-Marguerite, à Liège. Un habitant de cette ville, M. G..., se promenant en tenant en laisse un chien du pays de forte race. Parvenu vis-à-vis de la rue des Fosses, l'animal, depuis quelque temps rongé par les ombres, entre tout à coup en fureur; il s'élança sur le promeneur, le terrassa et se mit à le mordre. Le pompier Nossent, qui était en faction devant le poste de Saint-Séverin, s'élança aussitôt au secours du pauvre homme, mais dès que le pompier s'approcha, c'est sur lui que le féroce animal se jette et lui fait subir le même sort qu'à son maître.

Après avoir terrassé le pompier, il s'était mis à la mordre à belles dents. Cependant, deux autres pompiers accoururent pour délivrer l'infortuné collègue. Ce fut pour le chien l'occasion de se livrer à une nouvelle démonstration, mais cette fois il fut maîtrisé par les deux arrivés, et bientôt armés de haches et la mécanique hôte fut immédiatement abattue.

M. le vétérinaire Remy, par prudence, s'empressa de castriser les morsures que M. Wathelet et le pompier Nossent avaient reçues.

— Le feu a détruit, à Grandmeux, une grange, les hangars, charnais, mobilier agricole, six mille gerbes de grains et toutes les autres récoltes de la ferme occupée par M. Remy Bourlet.

Les pertes peuvent s'évaluer à 6,000 francs. Les causes de cet incendie sont inconnues.

— Le *Moniteur* devient féroce. On lisait hier dans la feuille officielle du 22 mars 1879, est acceptée la démission, offerte par M. Fortamps, des fonctions de membre de la commission permanente des sociétés de Secours mutuels.

Le hémecement des militaires de 1869 aura lieu à la date du 19 avril prochain.

Les trains venant de Gand à Charleroi, ont subi mardi un retard assez considérable par suite d'un déraillement arrivé à Rebecq-Roquon.

Un éboulement de sable s'étant produit au cours de la matinée, un train de marchandises a été jete hors voie, du haut d'un remblai, 19 voitures seraient variées. On assure également que plusieurs agents, entravés par le machiniste, auraient eu à souffrir gravement des conséquences de cet accident. Les voies sont restées entravées pendant un assez long temps, des mesures qui ont été aussitôt prises par l'Administration en vue de la régularité du service.

— CHIMAY. — Une partie de l'ancienne tour, appartenant à Miles Berger, de Chimay, s'est écroulée pendant la nuit de samedi à dimanche. L'écurie de M. Hosselot, attenante à la tour, s'est effondrée sous le poids des matériaux et des chevaux, deux vaches et grand nombre de poules ont été écrasées. On travaillait depuis quelque temps à la restauration de la tour, et a cause de l'incident on est inconnu.

Un homme avait l'habitude de passer la nuit dans l'écurie de M. Hosselot. Fort heureusement pour lui, lorsqu'arriva l'incident, il avait demandé l'hospitalité ailleurs.

— MACQUENOISE. — On a retiré d'un étang, à Macquenoise, lieu dit Forge Gérard, le cadavre d'un mendiant, âgé de 70 ans. Cet homme s'était marié, il y a peu de temps, avec un villageois, âgé de 30 ans. Le ménage n'était pas heureux et les époux s'étaient séparés.

FAITS DIVERS
— Le *Moniteur* annonce que M. de Vaulabelle, auteur des *Deux Restaurations*, n'aurait subi l'Instruction publique en 1848, est mort ce matin, à Nice, à quatre-vingts ans.

— On annonce que les cent cinquante amnisties débarqués jeudi à Brest ont crié : Vive la Commune !

— La *Marseillaise* nie le fait : mais plusieurs sénateurs ont affirmé hier l'authenticité.

— On parle d'une interpellation à ce sujet.

— L'*Industriel ebouillant* parle de la fuite d'un industriel laque d'une commune voisine d'Elbeuf, qui espérait ainsi échapper à la justice, mise en éveil par des attentats à la pudeur qu'il aurait commis sur quelques-uns de ses élèves.

Voilà un fait sur lequel la presse radicale se gardera bien d'appeler l'attention de ses lecteurs.

M. Jean Codet a été nommé sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne). Or, dit le *National*, « il y a un député de la Haute-Vienne qui se nomme Codet et qui est, on nous l'affirme, le père de M. J. Codet, le nouveau sous-préfet. Il est probable que M. Lepère, ministre de l'intérieur, ignorait ce détail. »

— On se rappelle que M. Bastien, président de Chambéry à la cour d'Alger, a été révoqué au lendemain du jour où, par un second arrêt, la cour de cassation déclarait que les actes de ce magistrat avaient été irréprochables et qu'il avait été la victime de calomnies publiques de mauvaise foi par un journal radical. La mesure qui atteignait un magistrat justifié de si haut était donc un défi jeté par le ministre de la justice à la chose jugée et à la cour de cassation.

La cour suprême a, par un arrêt, vivement révoqué l'outrage qu'on lui faisait. La Chambre des requêtes, après délibéré, a chargé son président de se rendre auprès du procureur général de la cour de cassation pour lui exprimer, au nom de la cour, les regrets et de son douloureux étonnement.

— Deux enfants, âgés de 16 ans, l'autre de quatorze, viennent d'être arrêtés pour avoir étranglé un autre de douze ans. On se souvient que, le 26 février dernier, deux passants trouvaient sous une bûche, qu'on avait tiré de la rue n° 13, le cadavre d'un enfant. On crut d'abord que c'était le corps d'un jeune garçon de dix ans, qui avait été étranglé par ses parents, mais on se rendit compte que c'était le corps d'un enfant de douze ans, qui avait été étranglé par ses parents.

— L'élève d'abord, André X..., et Georges Z..., venaient de déclarer au greffier de la Morgue que le corps exposé sous un arbre de la rue Nationale, à Ivry, les avait rencontrés, qu'ils avaient vu avec eux la veille, sur le quai d'Ansteritz, qui s'amusaient à grimper sur des sacs de charbon qui tout à coup il avait dégringolé avec les sacs, et qui pour éviter une correction dont les avaient menacés des ouvriers qui travaillaient près de là, ils avaient pris la fuite.

On crut tout d'abord à cette version : on emmena à l'an accident, l'enfant qui avait été étranglé, Georges et André y assistèrent.

L'autopsie avait été faite et le médecin avait remarqué sur le cadavre de Julien des traces de violence. Le fait fut signalé à M. Mace, qui déjà avait connu quelques détails sur la version du récit des deux enfants.

M. Bressoles, juge d'instruction, fut chargé d'instruire l'affaire. Il fit venir dans son cabinet Georges et André, les pressa de questions et les força à avouer qu'ils avaient menti.

Ils racontèrent alors qu'ayant frappé Julien à coups de pieds et à coups de poing pour s'en rendre maîtres, celui-ci les avait menacés de tout raconter à ses parents, et que pour empêcher de les faire, ils l'avaient étranglé avec son propre foulard, puis avaient caché le cadavre sous les bûches et s'étaient enfuis.

Ce récit a été fait avec le plus grand calme.

— On se rappelle que M. Bastien, président de Chambéry à la cour d'Alger, a été révoqué au lendemain du jour où, par un second arrêt, la cour de cassation déclarait que les actes de ce magistrat avaient été irréprochables et qu'il avait été la victime de calomnies publiques de mauvaise foi par un journal radical. La mesure qui atteignait un magistrat justifié de si haut était donc un défi jeté par le ministre de la justice à la chose jugée et à la cour de cassation.

La cour suprême a, par un arrêt, vivement révoqué l'outrage qu'on lui faisait. La Chambre des requêtes, après délibéré, a chargé son président de se rendre auprès du procureur général de la cour de cassation pour lui exprimer, au nom de la cour, les regrets et de son douloureux étonnement.

— Deux enfants, âgés de 16 ans, l'autre de quatorze, viennent d'être arrêtés pour avoir étranglé un autre de douze ans. On se souvient que, le 26 février dernier, deux passants trouvaient sous une bûche, qu'on avait tiré de la rue n° 13, le cadavre d'un enfant. On crut d'abord que c'était le corps d'un jeune garçon de dix ans, qui avait été étranglé par ses parents, mais on se rendit compte que c'était le corps d'un enfant de douze ans, qui avait été étranglé par ses parents.

— L'élève d'abord, André X..., et Georges Z..., venaient de déclarer au greffier de la Morgue que le corps exposé sous un arbre de la rue Nationale, à Ivry, les avait rencontrés, qu'ils avaient vu avec eux la veille, sur le quai d'Ansteritz, qui s'amusaient à grimper sur des sacs de charbon qui tout à coup il avait dégringolé avec les sacs, et qui pour éviter une correction dont les avaient menacés des ouvriers qui travaillaient près de là, ils avaient pris la fuite.

On crut tout d'abord à cette version : on emmena à l'an accident, l'enfant qui avait été étranglé, Georges et André y assistèrent.

L'autopsie avait été faite et le médecin avait remarqué sur le cadavre de Julien des traces de violence. Le fait fut signalé à M. Mace, qui déjà avait connu quelques détails sur la version du récit des deux enfants.

M. Bressoles, juge d'instruction, fut chargé d'instruire l'affaire. Il fit venir dans son cabinet Georges et André, les pressa de questions et les força à avouer qu'ils avaient menti.

Ils racontèrent alors qu'ayant frappé Julien à coups de pieds et à coups de poing pour s'en rendre maîtres, celui-ci les avait menacés de tout raconter à ses parents, et que pour empêcher de les faire, ils l'avaient étranglé avec son propre foulard, puis avaient caché le cadavre sous les bûches et s'étaient enfuis.

Ce récit a été fait avec le plus grand calme.

— On se rappelle que M. Bastien, président de Chambéry à la cour d'Alger, a été révoqué au lendemain du jour où, par un second arrêt, la cour de cassation déclarait que les actes de ce magistrat avaient été irréprochables et qu'il avait été la victime de calomnies publiques de mauvaise foi par un journal radical. La mesure qui atteignait un magistrat justifié de si haut était donc un défi jeté par le ministre de la justice à la chose jugée et à la cour de cassation.

La cour suprême a, par un arrêt, vivement révoqué l'outrage qu'on lui faisait. La Chambre des requêtes, après délibéré, a chargé son président de se rendre auprès du procureur général de la cour de cassation pour lui exprimer, au nom de la cour, les regrets et de son douloureux étonnement.